



CERCLE D'ACTION ET DE RÉFLEXION  
AUTOUR DE L'ENTREPRISE  
Think Tank Algérien

## COMMUNIQUE N° 3

### **La transition politique doit s'accompagner de mesures économiques urgentes**

Dans ses deux communiqués précédents, CARE, le Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise, avait salué la mobilisation citoyenne pacifique qui a entrouvert la perspective sur des changements salvateurs dans le système de gestion politique et économique de notre pays. Plus que jamais, cette dynamique exemplaire de la société algérienne devra être poursuivie sans relâche jusqu'à l'établissement d'un cadre démocratique, de la primauté du droit et d'une gestion transparente des affaires publiques, de sorte à tourner définitivement la page des dérives d'une gestion hyper-centralisée et despotique du pouvoir.

#### **Pour des Assises nationales de la transition politique et économique**

Au cours des vingt dernières années, nous avons assisté à un gaspillage sans précédent des ressources rares du pays, en sus de pratiques de corruption et de prédation économique à tous les étages de l'appareil d'Etat. Ces dérèglements ont profondément imprégné nos institutions et amènent à penser que la nécessaire refondation de l'organisation de notre économie sera sans doute tributaire, sur le fond, de la conduite à bonne fin du processus de la transition politique que la population algérienne appelle de ses vœux et qu'elle ne cesse, chaque semaine, de rappeler avec constance et détermination.

Pour autant, CARE tient à faire part de sa grande préoccupation quant à l'absence de réponse immédiate à la détérioration lente mais continue des équilibres de l'économie nationale, avec ses implications prévisibles et potentiellement dangereuses sur l'emploi et la croissance au cours des prochains mois et des prochaines années. Aussi, si nous soutenons sans réserve les initiatives de la société civile pour la tenue d'assises nationales de la transition, nous insistons sur la nécessité d'aborder, en même temps que les éléments de la vision future qui devra guider la politique économique nationale, le programme des actions les plus urgentes à mettre en œuvre en vue d'une reprise en mains des leviers de notre budget et de nos finances.

### **Seul un gouvernement légitime pourra réformer l'économie nationale**

En l'absence manifeste de volonté politique, les autorités n'avaient entrepris aucune des réformes requises au cours des six dernières années, suite à la chute brutale des prix pétroliers et aux déficits grandissants du budget et de la balance des paiements ; elles ont laissé pourrir la situation face à une conjoncture qui saignait les finances de l'Etat, qui épuisait les ressources en devises du pays et qui contrecarrait toute relance sérieuse du processus de croissance. Force est de reconnaître, aujourd'hui, que la tâche de redressement sera extrêmement dure et périlleuse et va mettre à rude épreuve les capacités de résilience de la société algérienne. Concrètement, cela consistera à traiter un double problème :

- d'une part, il s'agira de définir et mener à bien des transformations de grande ampleur au niveau de l'organisation de notre système économique : celles-ci, qui ont été reportées de longue date, consisteront à passer d'une économie de consommation de la rente pétrolière à une économie de création de richesses, basée sur une saine gouvernance en termes de vision, responsabilités, redevabilité, transparence et équité ;

- d'autre part, il conviendra de négocier l'acceptation sociale des mesures de réduction du train de vie de l'Etat, de même que d'un meilleur ciblage de la politique des subventions et transferts sociaux. La très grave détérioration des comptes publics laisse très peu de marges de manœuvre et devra sans doute conduire à un plan d'austérité sévère au cours des prochaines années.

A l'évidence, seul un pouvoir bénéficiant du soutien de la population et s'appuyant sur une légitimité politique solidement établie, est de nature à faire front à un tel défi.

### **La priorité actuelle : établir un véritable état des lieux de la situation économique**

Pour l'heure, le gouvernement en place, politiquement isolé et découragé à l'avance par le rejet dont il est l'objet de la part de la population, ne semble pas lui-même pénétré par cette situation d'urgence économique et n'entreprend visiblement rien à ce sujet. La campagne anti-corruption qu'il a décidé d'engager comme gage de sa détermination à préserver les fonds publics, outre la défiance qu'elle jette sur l'ensemble des entrepreneurs nationaux, ne peut pas occulter l'hémorragie de ressources qui continue d'affecter au quotidien la gestion de nos finances publiques et de notre commerce extérieur. Nous nous inquiétons particulièrement d'un certain

discours ambiant qui fait de tout chef d'entreprise un malfaiteur potentiel alors que l'immense majorité d'entre eux sont des victimes du système en place.

Pour terminer, nous estimons que le moment est venu d'ouvrir le débat sur l'avenir de notre économie, un débat qui intéresse l'ensemble de la société algérienne. A ce stade, il convient de souligner avec force les immenses déficiences en matière d'accès à l'information économique, laquelle est pourtant reconnue comme une condition de base pour l'exercice effectif de la citoyenneté. Aussi, le gouvernement en place devra être invité instamment à établir à bref délai les éléments d'un état des lieux exhaustif de la situation de l'économie nationale dans ses différents segments et à le rendre accessible à tous les acteurs nationaux intéressés.

Pour ce qui le concerne, CARE rappelle qu'il a déjà élaboré voilà déjà trois années, dans le cadre d'une concertation inclusive qu'il a menée avec un grand nombre d'associations professionnelles nationales, un document exhaustif qui reflète les attentes du monde de l'entreprise. Il met à la disposition du débat à venir le PREE ou « Programme des Réformes Economiques de l'Entreprise », élaboré il y'a déjà trois ans dans le cadre d'un processus de concertation inclusive de plusieurs associations professionnelles et entrepreneuriales, et qui pourra servir de base de départ pour la construction d'un nouveau consensus de réformes économiques.

**Alger, le 5 mai 2019**

